



QatarGate : les Institutions européennes dans la tourmente

[EN version herebelow](#)

Le Parlement européen est le centre d'une affaire majeure de corruption.

Dans toute crise, il y a des raisons d'espérer. Dans celle-ci, d'une part la police judiciaire a fait son travail et d'autre part, en creux, cela témoigne de l'importance politique accrue du Parlement.

Mais les raisons de se lamenter sont hélas bien présentes. Cette affaire n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Plusieurs alertes, concernant d'autres dossiers, d'autres pays corrupteurs et peut-être même d'autres institutions européennes ont été lancées, par exemple par l'eurodéputé Raphaël Glucksmann, sans qu'il y ait eu de réactions notables.

Comme toujours, en réaction à l'affaire, de nombreux commentateurs proposent un renforcement des contrôles bureaucratiques. Sans doute faut-il en passer par là. Sans doute faut-il renforcer le gardien anti-corruption de l'UE (l'OLAF) et étendre les compétences du Parquet Européen. Sans doute faut-il renforcer les règles de transparence et de conflits d'intérêt.

Il faut aussi en finir avec la tendance du Parlement Européen, organe politique, d'ignorer les règles, ou de les contourner, dans tous les domaines, y compris dans les processus de nomination, sous le prétexte de décisions politiques. La politique doit elle aussi obéir aux normes de l'Etat de droit, pourtant au cœur de l'action de l'Union Européenne.

Il faut aussi que les Institutions dénoncent publiquement les tentatives les plus scandaleuses de certains Etats pour menacer ou corrompre. Les pays tiers doivent savoir qu'ils seront exposés publiquement lorsqu'ils dépassent la ligne rouge.

Enfin, il faut prendre conscience de l'aspect dévastateur de cette affaire auprès de l'opinion publique. Les eurodéputés bénéficient de rémunérations et d'indemnités importantes, censées les mettre à l'abri de toute tentation de corruption. Il faut en finir avec les petites magouilles, par exemple celles qui permettent à un député de bénéficier d'indemnités par jour d'activité en signant un registre en début de séance mais en s'abstenant ensuite d'y assister. Il s'agit là d'une fraude, tout simplement.

Les Institutions doivent réagir vite et fort, pour regagner la confiance des Européens.

12/12/2022



QatarGate: the European Institutions in turmoil

The European Parliament is at the center of a major corruption case.

In any crisis, there is reason for hope. In this case, on the one hand, the judicial police have done their job and on the other hand, it shows the increased political importance of the Parliament.

But the reasons for lamenting are, alas, there. This case is not a thunderclap in a blue sky. Several alerts, concerning other files, other corrupting countries and perhaps even other European institutions have been launched, for example by the MEP Raphaël Glucksmann, without any notable reaction.

As always, in reaction to the affair, many commentators propose a strengthening of bureaucratic controls. No doubt it is necessary to go through this. Perhaps the EU's anti-corruption watchdog (OLAF) should be strengthened and the powers of the European Public Prosecutor's Office should be extended. Without doubt, it is necessary to strengthen the rules of transparency and conflicts of interest.

We must also put an end to the tendency of the European Parliament, a political body, to ignore the rules, or to circumvent them, in all areas, including in the appointment process, under the pretext of political decisions. Politics must also obey the norms of the rule of law, which is at the heart of the European Union's action.

The Institutions must also publicly denounce the most scandalous attempts of certain states to threaten or corrupt. Third countries must know that they will be publicly exposed when they cross the red line.

Finally, we must be aware of the devastating aspect of this affair with public opinion. MEPs receive large salaries and allowances, which are supposed to protect them from the temptation of corruption. We must put an end to the little schemes, such as those that allow an MEP to benefit from allowances per day of activity by signing a register at the beginning of a session but then refraining from attending. This is simply fraud.

The Institutions must react quickly and strongly, to regain the trust of Europeans.